



HAL
open science

Politiques économiques et bien être de la population en RDC : une vérification économétrique par l'approche ARDL.

Benjamin Kongolo, Jean Claude Kabeya Kazadi

► **To cite this version:**

Benjamin Kongolo, Jean Claude Kabeya Kazadi. Politiques économiques et bien être de la population en RDC : une vérification économétrique par l'approche ARDL.. 2024. <hal-04663364>

HAL Id: hal-04663364

<https://hal.science/hal-04663364v1>

Submitted on 27 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Politique économique et bien être de la population en RDC : une vérification économétrique par l'approche ARDL.

Par

KONGOLO TSHISUAKA Benjamin[†]

KABEYA KAZADI Jean - Claude[‡]

Résumé

La politique économique a pour objectif final le bien-être de la population. En se référant à Nicholas Kaldor, le bien-être de la population, c'est lutter contre l'inflation, réduire le chômage, améliorer la croissance économique et équilibrer la balance de paiements.

Le présent travail essaye de vérifier dans le contexte congolais l'impact des politiques économiques sur le bien-être de la population. Pour y parvenir, trois (3) politiques économiques conjoncturelles ont été utilisées à savoir la politique monétaire, budgétaire et de change.

Après analyse économétrique par le modèle ARDL, l'étude est arrivée à la conclusion selon laquelle la politique monétaire mise en œuvre par la BCC ne permet pas d'atteindre la croissance économique et d'améliorer le bien-être de la population. Quant à la politique budgétaire et la politique de change, les analyses ont montré un impact positif mais non significatif.

Mots clés : **Politique économique, Bien être de la population, Modèle ARDL**

Abstract

The ultimate goal of economic policy is the well-being of the population. Referring to Nicholas Kaldor, the well-being of the population is to fight inflation, reduce unemployment, improve economic growth and balance the balance of payments.

This work attempts to verify in the Congolese context the impact of economic policies on the well-being of the population. To achieve this, three (3) cyclical economic policies were used, namely monetary, budgetary and exchange rate policies.

After econometric analysis using the ARDL model, the study came to the conclusion that the monetary policy implemented by the BCC does not achieve economic growth and improve the well-being of the population. As for budgetary policy and exchange rate policy, the analyses showed a positive but non-significant impact.

Keywords : Economic policy, Population well-being, ARDL model

[†] Doctorant à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion à l'Université de Kinshasa

[‡] Chercheur indépendant en Economie monétaire

INTRODUCTION

La principale mission d'un gouvernement au sein d'une communauté est de garantir le bien-être social de sa population. En effet, le bien être revêt une importance fondamentale dans la vie quotidienne. Il est le pilier essentiel qui contribue à une vie épanouissante, influençant positivement divers aspects de l'existence quotidienne. Il maintient une santé physique optimale ; prévient les problèmes de santé mentale ; renforce les liens familiaux, amicaux et professionnels ; stimule la productivité, la créativité et la réussite professionnelle en équilibrant entre les exigences professionnelles et la vie personnelle ; renforce le sentiment de réalisation, de bonheur ; améliore la capacité à surmonter les difficultés et à s'adapter aux changements. Ainsi, il favorise une vie active, équilibrée.

Utilisé en économie, le bien-être mesure le niveau de satisfaction et de prospérité d'une société. Il transcende la simple mesure de la richesse matérielle, s'étendant à l'évaluation globale du bien-être des individus et des sociétés. C'est-à-dire il n'est pas simplement une mesure de richesse, mais un indicateur fondamental du succès global et de l'équité au sein d'une société. Il intègre non seulement des dimensions subjectives telles que le bonheur individuel, mais également des indicateurs objectifs tels que l'accès à l'éducation, la stabilité économique, et la distribution équitable des ressources.

Pour les économistes, le bien-être de la population est généralement quantifiable au travers des objectifs explicites de la politique économique, à savoir réaliser : un bon niveau du produit national, par l'amélioration de l'activité économique ; un taux de chômage le plus bas possible ou atteindre le plein emploi ; la stabilité du pouvoir d'achat des ménages ou la stabilité des prix ou encore la lutte contre l'inflation ; l'accès de tous aux services essentiels (aux infrastructures de base : santé, éducation, énergie, eau potable, routes décentes...); la répartition équitable du revenu ; l'équilibre extérieur, etc.

Les politiques économiques d'inspiration keynésienne, mises en œuvre pendant les trente glorieuses, recommandaient la poursuite des quatre objectifs du carré magique élaboré par l'économiste allemand Nicolas Kaldor. Il s'agit par essence de : l'amélioration de l'activité ou la réalisation de la croissance économique ; le plein emploi des facteurs ou la lutte contre le chômage ; la stabilité du niveau général des prix ou la lutte contre l'inflation ; l'équilibre extérieur ou l'équilibre de la balance des paiements et sur le marché de change.

Pour atteindre cet objectif du bien-être de la population, les gouvernements conçoivent les politiques économiques qui sont un ensemble des plusieurs instruments de la politique économique (monétaire, budgétaire, structurelles) combinés en vue d'atteindre un certain nombre d'objectifs à savoir, la croissance économique, le plein emploi, la stabilité des prix, l'équilibre

extérieur et la justice distributive. De manière générale, chacun de ses instruments possède ses propres points d'actions pour atteindre les objectifs jugés ultimes de la politique économique générale qui lui sont assignés.

L'objectif principal de cet article est de vérifier dans le contexte congolais l'impact des politiques économiques mises en œuvre par les autorités pour améliorer le bien-être de la population.

Pour y parvenir, cette problématique tourne autour des questions suivantes :

- Les politiques économiques mises en place en RDC permettent-elles d'améliorer le bien-être de la population ?
- Comment les politiques économiques peuvent-elles améliorer le bien-être de la population en RDC ?

Pour répondre à ces questions et atteindre l'objectif de l'étude, l'article est divisé en 2 sections :

- Le premier point porte sur le cadre théorique et conceptuel de l'étude, ou il sera question de rendre claire les différents concepts essentiels à la compréhension du sujet ;
- Le deuxième point est axé sur la vérification empirique de l'impact des politiques économiques sur le bien-être de la population à travers la modélisation empirique, il vérifiera si les politiques économiques de la RDC arrivent à atteindre le bien-être de la population congolaise.

1. APERCU SUR LES POLITIQUES ECONOMIQUES ET LE BIEN-ETRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Pour une meilleure compréhension de cet article, deux concepts seront développés tout au long de l'étude. Il s'agit de la politique économique et du bien-être.

1.1. Politiques économiques

John Maynard KEYNES définit la politique économique comme étant les décisions du gouvernement visant à influencer l'économie nationale à travers un certain nombre d'instruments pour stabiliser la demande globale et atteindre le plein emploi.

Milton Friedman, définit la politique économique dans son ouvrage "*capitalisme et liberté*" comme l'utilisation de mesures gouvernementales pour promouvoir la stabilité monétaire et maintenir une croissance économique à long terme.

Le premier point de cette étude présente la politique économique mise en œuvre par le gouvernement de la RDC à partir de ses deux instruments à savoir, la politique monétaire et la politique économique. Pour y parvenir,

deux points seront développés, le premier point traite de la politique monétaire et le seconde sur la politique budgétaire.

1.1.1. Aperçu sur la politique monétaire de la RDC

La politique monétaire a plusieurs définitions qui ne sont pas contradictoires, mais complémentaires. Pour Olivier Blanchard, la politique monétaire consiste en l'action d'une banque centrale pour contrôler la quantité de monnaie en circulation et influencer les taux d'intérêt afin d'atteindre des objectifs macroéconomiques tels que la stabilité des prix et la croissance économique.

1.1.1.1. Objectifs de la politique monétaire de la BCC

L'objectif principal de la politique monétaire menée par la Banque Centrale du Congo est d'obtenir et de maintenir la stabilité du niveau général des prix, à travers l'ajustement de l'offre de monnaie à la demande de monnaie. Cet ajustement suggère un niveau des liquidités qui ne soit ni excessif, ni insuffisant pour assurer un fonctionnement adéquat de l'économie.

Pour y parvenir, la BCC se fixe trois objectifs à savoir l'objectif final, intermédiaire et opératoire.

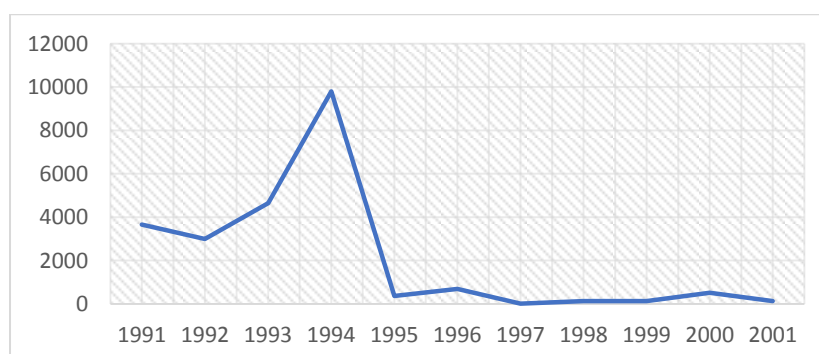
A. Objectif final : Lutte contre l'inflation

La stabilité des prix à court terme ainsi que son maintien à moyen et long terme demeure l'objectif final de la politique monétaire en générale et celui de la Banque Centrale du Congo en particulier.

Cette dernière vise à contenir l'expansion des liquidités intérieures dans des limites compatibles avec le niveau des transactions de manière à assurer à l'économie congolaise une stabilité des prix intérieurs et une croissance équilibrée.

Concernant l'évolution de l'inflation en RDC, il sera réparti en deux grande période, entre 1991 et 2001, caractérisé par l'hyperinflation et la période comprise entre 2002 et 2022, une inflation relativement maitrisée.

Graphique n° 1 : Evolution du taux d'inflation 1990-2001

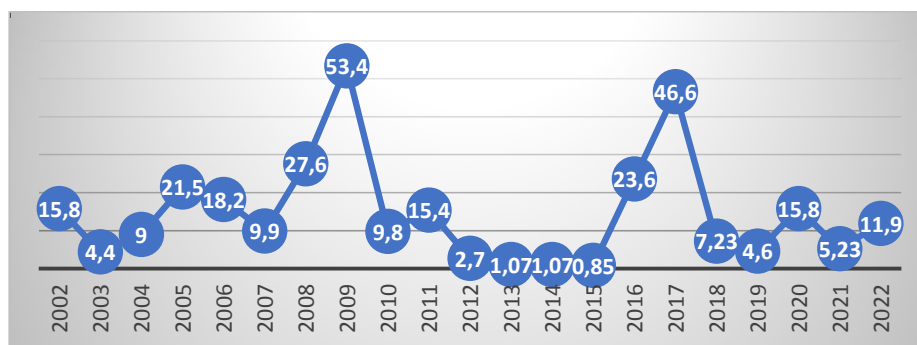


Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels la BCC

Au regard de la situation de l'inflation qui a atteint jusqu'à 10000%, cette période est caractérisée par les désordres économiques. L'année 1990 marque l'entrée de l'économie congolaise dans une zone de fortes turbulences monétaires caractérisées particulièrement par le **déchaînement** de l'hyper-inflation, la chute effrénée du cours de la monnaie nationale, l'implosion du système bancaire et le rejet des billets de banque à valeur faciale élevée.

Alors qu'entre 1974 à 1989, le taux annuel moyen d'accroissement des prix intérieurs s'est situé à 63%, dès l'année 1990, le taux d'inflation annuel est passée successivement de 233,2% en 1990, 3642% en 1991, 2989% en 1992, 4652% en 1993 et 9797 en 1994. Il est descendu à 0,4% en 1997 pour remonter à 511,2% en 2000. Au cours de cette période, l'économie congolaise s'est caractérisée par une hyper-inflation avec des taux d'inflation qui étaient largement supérieur à l'expansion monétaire dont la moyenne annuelle était de 1932,7% contre une inflation moyenne annuelle de 2294,2% au cours de cette période. Parallèlement à cette hausse fulgurante des prix intérieurs, l'on a assisté, au cours de toute cette période à une dépréciation accélérée du taux de change entretenue à la fois par l'expansion excessive des liquidités dans l'économie et la fuite devant la monnaie nationale.

Graphique n° 2 : Evolution du taux d'inflation 2002-2022



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

La politique monétaire de la BCC a été menée dans un contexte d'un programme de stabilisation dénommé Programme Intérimaire Renforcé (PIR) qui avait pour objectif de casser l'hyper-inflation, d'ouvrir l'économie à l'extérieur et de jeter les bases d'une croissance forte et durable.

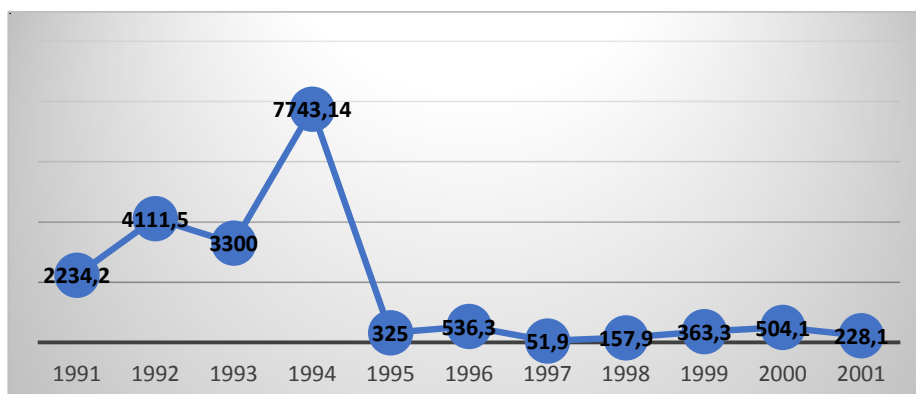
Avec une moyenne de 15,1%, cette période semble avoir un taux d'inflation relativement maîtrisée.

B. Objectif intermédiaire : Masse monétaire

La masse monétaire au sens large (M2) constitue l'objectif intermédiaire de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo. Durant la sous période d'étude, le rythme de création monétaire s'est accéléré.

Les figures ci-dessous retracent, le taux de la croissance de la masse monétaire et la masse monétaire.

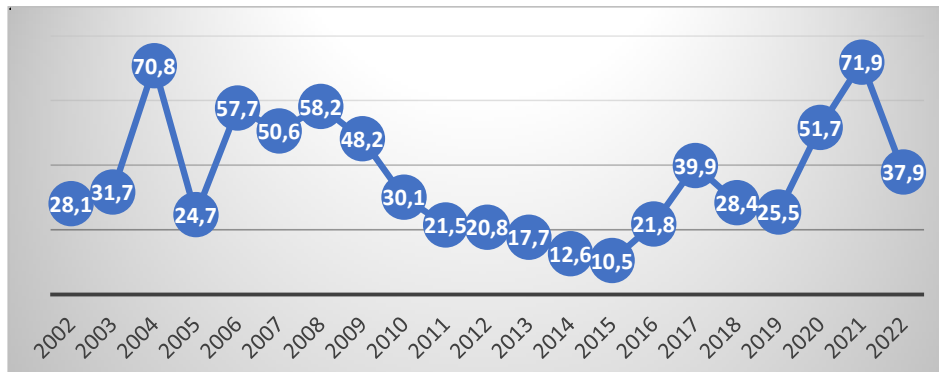
Graphique n° 3 : Evolution du taux de la croissance de la masse monétaire 1991-2001



Source : Auteur sur base de données des rapports annuels de la BCC

Pour la période allant de 1991 à 1994, il est constaté une tendance haussière de l'évolution de la masse monétaire caractérisé par la mise en œuvre d'une politique monétaire expansionniste par la Banque Centrale du Congo. De 1992 à 2001, la tendance dans le sens de la croissance de la masse monétaire est restée faible.

Graphique n° 4 : Evolution du taux de la croissance de la masse monétaire 2002-2022



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

La figure ci haute qui retrace le comportement de la masse monétaire durant la période sous analyse montre un accroissement à la hausse de la quantité de la masse monétaire comme le montre le taux de la croissance de la masse monétaire ci-dessous.

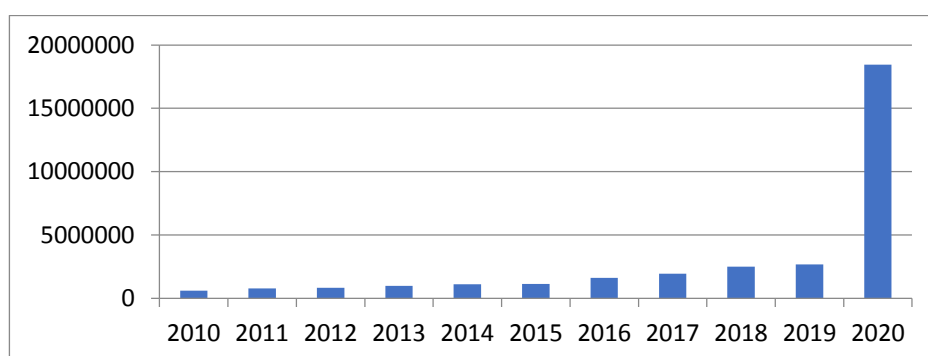
C. Objectif opératoire : Base monétaire

La base monétaire est considérée comme l'objectif opératoire de la Banque centrale du Congo. Il s'agit plus exactement de la base monétaire au sens strict. Celle-ci est constituée par l'ensemble de la monnaie centrale au passif de la Banque Centrale, c'est-à-dire les billets émis et les comptes courants des banques.

Elle En fait, la politique monétaire exerce des effets sur cette composante de la base monétaire à travers les créances détenues sur l'Etat, le refinancement octroyé aux banques commerciales et les ventes des devises par la Banque Centrale du Congo auprès des banques commerciales lorsque les contreparties sont versées en espèces.

Elle comprend à la fois de la monnaie centrale détenue par des agents non bancaires et de la monnaie centrale détenue par les agents bancaires.

Graphique n°5 : Evolution de la croissance de la Base monétaire 2010-2020



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

Il s'observe que la base monétaire qui est constituée de la monnaie centrale, a évolué de 2010 jusqu'en 2018 dans une tendance légèrement baissière. En 2019, elle a baissé significativement puis haussé en 2020 jusqu'à un pic de 38,54%. Ci-dessous le taux de la croissance de la base monétaire durant la période sous analyse.

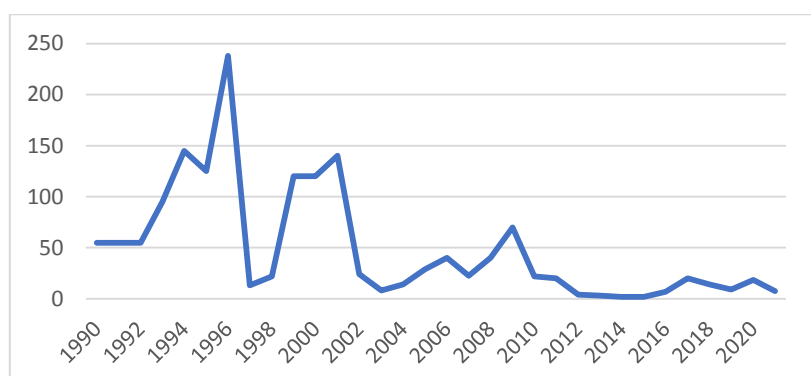
1.1.1.2. Instruments de la politique monétaire en RDC

Pour atteindre ces objectifs, la BCC utilise 3 instruments qui sont : le taux directeur, le coefficient des réserves obligatoires et le bon BCC.

A. Taux directeur

Il convient de noter que le taux directeur correspond au taux auquel une banque centrale prête de l'argent aux banques commerciales. Ils sont en outre, les taux de la monnaie centrale, c'est-à-dire les taux auxquels la banque centrale prête aux établissements de crédit et sur lesquels se calquent les autres taux des prêts que les mêmes institutions financières se consentent entre elles. Le taux directeur devient l'instrument de la politique monétaire lorsqu'il est utilisé par la politique monétaire pour réguler la quantité de la monnaie en circulation pour lutter contre l'inflation ou de booster la croissance économique. La figure ci-dessous retrace l'évolution du taux directeur de la BCC durant les 10 dernières années.

Graphique n° 6 : Evolution du taux directeur de 1990-2021



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

Cette figure trace l'évolution du taux directeur de la BCC entre 2010 et 2022, il est remarqué que chaque année, la BCC varie son taux directeur pour une raison ou une autre. Durant cette période, le taux directeur a connu un pic en 2010, ce niveau du taux directeur s'explique par la réduction de sa marge de positivité afin de diminuer le coût de la politique monétaire lié aux charges d'intérêt des BTR et induire également la baisse des taux débiteurs des banques (crédits en MN). Durant les périodes la BCC a baissé son taux directeur jusqu'au niveau le plus bas de son histoire, jusqu'à se situer à 2% entre 2014 et 2015, ce niveau s'est expliqué par plusieurs raisons entre autres par :

- La stabilité macroéconomique attestée, essentiellement, par le faible niveau de l'inflation de 1,03 % en glissement annuel et la maîtrise du taux de change dégageant une appréciation de 0.11 % d'une année à l'autre ;
- Les perspectives favorables de l'activité économique attestées par le renforcement de la confiance des chefs d'entreprises.

Après cette période du taux directeur plus bas, ce taux a pris l'ascenseur pour se situer à 20% en 2017 pour contrer les tensions inflationnistes, suite notamment à la dépréciation de la monnaie nationale.

Après une descente respectivement de 14% en 2018 et 9% en 2019, le taux directeur s'est situé en 18,5% en 2020 pour calmer les effets de la pandémie à covid 19 sur l'économie et enfin pour baisser en 8,25% en 2022. Entre 2010 et 2022, la BCC a modifié son taux directeur plusieurs fois, avec un taux moyen de 10,5%.

B. Coefficient des réserves obligatoires

Les réserves obligatoires constituer l'un des instruments de la politique monétaire le plus utilisés dans en RDC, compte tenu de la surliquidité du

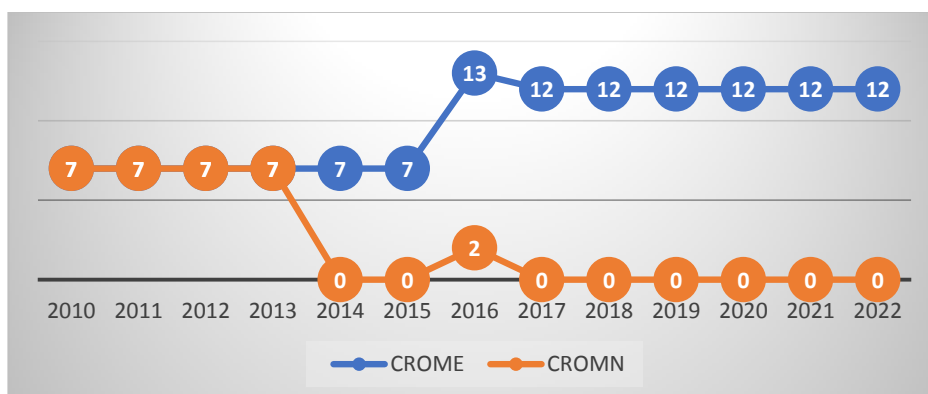
système bancaire congolais. Ces fonds sont stérilisés et ne peuvent donc être employés en opération de crédit la BCC réduit ainsi la capacité de prêter des banques. Elle fait part de ce coefficient par lettre séparé adressé aux banques commerciales. Ce coefficient change d'une période à l'autre en fonction des objectifs monétaires visés. Les ajustements de cet instrument sont opérés en cas de choc permanent d'origine structurelle sur la liquidité. La réserve obligatoire a pour rôle d'exercer une influence sur la liquidité bancaire et par conséquent agir sur la capacité d'octroi des crédits des banques agréées à détenir, sous forme de monnaie centrale, une fraction des dépôts de la clientèle. La réserve obligatoire, introduite avec une vocation prudentielle, n'est désormais utilisée que dans le cadre de la politique monétaire.

Le coefficient des réserves obligatoires représente un pourcentage des dépôts des clients que les banques commerciales opérant sur le sol congolais sont tenues de conserver sous forme de réserves auprès de la Banque Centrale du Congo. En d'autres termes, les banques doivent immobiliser une partie de leurs dépôts pour garantir la stabilité du système financier.

Ce coefficient est fixé par la BCC et peut varier en fonction en fonction de la conjoncture économique et des objectifs de politique monétaire. L'objectif principal de ce coefficient est de contrôler l'offre de monnaie en circulation et d'éviter une inflation excessive.

En contraignant les banques à conserver une partie de leurs dépôts sous forme de réserve, le coefficient des réserves obligatoires permet à la Banque Centrale de limiter les prêts excessifs et de stabiliser le système financier. Il contribue également à prévenir les crises financières en assurant que les banques disposent d'une certaine liquidité pour faire face à d'éventuels chocs économiques.

Graphique n° 7 : Evolution du coefficient des réserves obligatoires



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

Contrairement au taux directeur de la BCC qui, durant la période sous analyse a subi la modification plusieurs fois, le coefficient des réserves obligatoire ne varient pas trop. Durant cette période, ils ont subi la modification à respectivement à 3 reprises pour le coefficient des réserves obligatoire en monnaie étrangère qui a quitté de 7% en 2015 pour aller à 13% en 2016 pour lutter contre la dépréciation monétaire observé durant cette période, enfin pour se situer en 12 depuis 2017 jusqu'à maintenant.

Par contre le coefficient des réserves obligatoires en monnaie nationale (CDF) est passé de 7% à 0% en 2014, de 2% en 2016 pour demeurer ensuite à 0% jusqu'à maintenant. Cette décision s'explique par le fait de rendre la monnaie nationale libre de toutes restrictions pouvant contraindre sa demande.

C. Bon de la BCC

Tableau n° 1 : Evolution de l'encours du bon BCC (en milliards de CDF)

	Bon BCC volume Encours	Variation cumulée de l'encours	TMP	Bon BCC volume retenu
2010	135,6	79,04	18,16	3512,1
2011	115	-20,58	15,14	5048,5
2012	95	-20	0,2	3957,1
2013	164,3	69,26	1,72	3447,4
2014	107,4	-56,9	1,82	1689,1
2015	47	-60,36	0,47	862
2016	8,5	-38,5	4,22	747,3
2017	35	26,5	15,13	517,28
2018	42,5	7,5	1,57	634,5
2019	55	12,5	2	748,5
2020	15	-40	12	868

Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

1.1.1.3. Stratégies de la politique monétaire

Depuis 2001, la banque centrale du Congo a amorcé un processus d'amélioration de la transparence de sa politique monétaire. Dans ce cadre, elle applique la stratégie de la règle, consistant à l'annonce préalable des objectifs qu'elle entend atteindre et de toutes les mesures qu'elle mettra en œuvre pour les réaliser, avec un engagement ferme de s'en tenir au dispositif annoncé.

Sur ce, la BCC procède chaque année à cibler une quantité de l'inflation (objectif final), taux de l'accroissement de la masse monétaire (objectif intermédiaire) et l'accroissement de la base monétaire (objectif opératoire) qu'elle doit réaliser à la fin de la période.

1.1.1.4. Dispositif institutionnel de la politique monétaire

L'indépendance de la banque centrale du Congo lui a été conférée par le décret n°005/002 du 07 mai 2002. Cette indépendance concerne tant le choix des instruments que la définition des objectifs de la politique monétaire jusqu'à l'objectif intermédiaire.

En effet, en ce qui concerne l'objectif final, il est défini en concertation avec le gouvernement. Cette indépendance permet à la BCC d'observer la règle qu'elle définit et qu'elle entend respecter.

1.1.2. Politique budgétaire

Ce point traite de la politique budgétaire mise en œuvre par les autorités. Pour une bonne analyse, il est scindé en 3 périodes. La première va de 1991 à 2000, la deuxième de 2001 à 2009 et enfin la troisième commence de 2010 à 2022.

Il sied de rappeler que la politique budgétaire consiste à influencer la conjoncture économique par le biais du budget de l'Etat. Elle recouvre ainsi l'utilisation des dépenses et des recettes de l'Etat et les priorités dans la répartition des dépenses publiques.

La politique budgétaire est la forme principale de l'action publique au plan macro-économique. Le rôle important que joue l'Etat dans la vie économique s'exprime dans la loi budgétaire qui est voté annuellement. Cette loi prévoit les recettes et les dépenses que l'Etat va effectuer dans l'exercice annuel à venir.

1.1.2.1. Conduite de la politique budgétaire de 1991-2000

La conduite de la politique budgétaire de l'Etat de 1991-2000 a été marquée par une profonde détérioration des opérations financières, hormis au cours de l'année 1995 à laquelle il y a eu une progression plus rapide des recettes que des dépenses dû à une progression fiscale atteignant 80,8.

La structure des dépenses et recettes publiques de la RDC entre 1990 et 2000 se présente de la manière suivante :

Tableau n°2 : Evolution des finances publiques de 1991-2000

Année	Recettes	Dépenses	Solde Budgétaire	Solde après ajustement statistique	Besoin/capacité de financement	Mode de financement		Taux d'inflation en %
						BCC/BCciale	Bon Trésor	
1991 ³	6.883,8	29.614	-22.730,2	10,5	-22.719,7	22.654,5	65,2	3645
1992	165.585,4	804.310,5	-638.725,1	-62.978	-701.703	683.243,4	18.459,6	2990
1993	3.312.944	14.006.669,5	-10.753.675,5	-611.351,5	-11.365.026,5	11.232.420	132.606,5	4652
1994 ⁴	208.382	374.795	-166.413	14.822	-151.591	151.590	-6.666	9797
1995	2.120.259	2.112.183	8.076	44.835	52.911	-46.245	49	370,3
1996	15.688.370	16.622.082	-933.712	-2.610.784	-3.544.496	3.544.447	47	693
1997	40.363,8	46.655,4	-6.291,6	-20.417,7	-26.709,3	26.709,3	-	13,7
1998 ⁵	604,3	888,1	-283,8	32,7	-251	251	-	134,8
1999	2.596,2	5.487,8	-2.891,6	256,7	-2.634,9	2.634,9	-	134,8
2000	11.092,2	23.078,4	-11.985,7	1.445,50	-10.540,2	10.540,2	-	511,2

Source : Auteur sur base des données des rapports annuels de la BCC de 1990 - 2000.

Il est à signaler que : $1FC = 100.000NZ = 14.000.000 Z$ et $1NZ = 3.000.000Z$

Il ressort de ce tableau que l'évolution des finances publiques entre 1991 à 2000 a été caractérisé par des déficits récurrents dont le financement a été assuré essentiellement par les avances de la Banque Centrale du Congo et de manière résiduelle par les bons du Trésor. Exceptée l'année 1995, au cours de laquelle les finances publiques se sont soldées par un excédent. Toutes fois, il sied de préciser que les excédents étaient fictifs, ils provenaient d'un volume de non régularisés. En réalité, le budget connaissait en 1995 un déficit de 147889 milliards de nouveaux zaïres et en 1996, un autre déficit de 3544496 milliards, soit 51,7 millions de dollars

La part la plus importante des recettes publiques provient en grande partie des recettes fiscales avec une part importante des recettes fiscales sur celles de la porte ou du commerce extérieur représentant 30,08% en moyennes des recettes publiques. Sur la période, Les recettes fiscales représentent en moyenne 85,99% des recettes publiques et les recettes non fiscales ne représentent que 14,01% des recettes publiques en moyenne de 1991-2000. Cela relève une faible contribution des recettes provenant aux services administratif,

³ De 1991 à 1993 en milliards de Zaïres

⁴ De 1994 à 1997 en millions de Nouveaux Zaïres

⁵ De 1998 à 2000 en millions de Franc Congolais

judiciaire, domaniale et de participation ainsi que les royalties. la part significatif des recettes des commerces extérieurs dont l'essentiel provient des importations des biens et services (droits des douanes et taxes à l'entrée).

1.1.2.2. Conduite de la politique budgétaire de 2001-2010

Les opérations financières de l'Etat de la décennie 2001-2010 ont été marquées à la fois par la mise en œuvre du programme de stabilisation macroéconomique dénommés Programme Intérimaire Renforcé, en sigle PIR et du programme Économique du gouvernement en sigle PEG, par l'accélération des dépenses de sécurité, par la suspension des appuis budgétaires consécutive à l'expiration de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la croissance (FRPC).

Ce qui a permis de réaliser des excédents budgétaires en 2001, 2002, 2004, 2006 après ajustement statistique et en 2009, 2010 avant ajustement statistique. Ce boni réalisé a permis à l'Etat de réduire les avances reçues du système bancaire à due concurrence.

Tableau n°3 : Evolutions des finances publiques de 2001-2010

EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES DE 2001-2010(en millions de CDF)									
Année	Recettes	Dépenses	Solde budgétaire	Ajustement statistique	Besoin de financement	Mode de Financement		Inflation	PIB%
						BCC	BCM		
2001	66644,11	67441,1	-796,97	2038,33	1241,36	-693,22	-548,38	135,09	-2,11
2002	147833,5	130226	17607,9	5680,55	23288,45	-20537,1	-2305,96	15,8	3,47
2003	221300,9	232520	-11219,1	-11582,9	-22802	12997,35	-4172,79	4,44	5,79
2004	306024,9	335230	-29205,3	50107,36	20902,11	-17593,9	-3506,73	9,22	6,64
2005	495263,4	524970	-29706,3	-12329,85	-42036,11	50786,21	-7886,86	21,27	7,8
2006	576828,7	611493	-34664,8	9361,29	-25303,46	39089,1	-13785,64	18,2	5,6
2007	772823	786015	-13192,4	-1424,32	-14616,73	11819,24	9980,42	9,96	6,30
2008	1209908	1238468	-28559,6	-2584,71	-31144,31	34723,59	505,58	27,57	6,2
2009	3134562	3089285	45277	-1114,3	44162,7	-16746,7	-27 416,10	53	2,8
2010	3023273	2870970	152303	-5654,9	146648,1	-134497	-12151,3	9,84	7,2
Total	9954461	9886618	67843,56	32496,55	100340,11	-40652,3	-61287,76	304,39	49,69
Moyenne	995446,1	988662	6784,356	3249,655	10034,011	-4065,23	-6128,776	30,439	/4,969

Source : Tableau élaboré par l'auteur à partir des rapports annuels de la BCC 2020.

Il ressort de ce tableau que le solde des opérations budgétaires au cours de cette période est excédentaire en moyenne suite aux différents programmes de stabilisation macroéconomique qui étaient mise en place. Les recettes étant

élevées à 995446,1 et les dépenses à 988662 en millions de CDF en moyenne avec un solde moyen positif de 6784,356 millions de CDF. Cela explique les résultats positifs de ces programmes : les dépenses étaient effectuées sur base caisse, le taux d'inflation moyen était de 30,4% par rapport aux années 1999 et 2000 ou celui-ci était respectivement de 134,8% et 511,2%. La croissance économique moyen était de 4,96% expliquant ainsi la reprise de l'activité économique après plusieurs années de régression économique. Et c'est en dépit des effets néfastes de la crise financière internationale de 2008-2009.

En outre une analyse comparative de l'évolution de la fiscalité, de la parafiscalité et des recettes exceptionnelles relève que les recettes fiscales représentent au cours de la période une moyenne de 73,5% de l'ensemble dont près de 27% proviennent des impôts sur le commerce extérieur. Par contre, les recettes parafiscales et exceptionnelles représentent respectivement 14,4% et 12,1%.

1.1.2.3. Conduite de la politique budgétaire de 2011-2020

L'exécution des opérations du cadre budgétaire s'est inscrite en droite ligne avec les priorités reprises dans le programme du Gouvernement issu des élections de décembre 2018. Ce programme prévoyait notamment la mise en place progressive des structures de la réforme Administrative, le rajeunissement de l'administration publique, le déploiement progressif en provinces de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat et le moratoire sur le délai de mise en œuvre du budget-programme. Le tableau ci-après illustre le comportement des finances publiques au cours de la période de 2011-2020.

Tableau n°4 : Evolution des finances publiques de 2011-2020

EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES DE 2011-2020 (En millions de CDF)									
Année	Recettes	Dépenses	Solde budgétaire	Ajustement statistique	Besoin de financement	Mode de financement		Taux d'inflation	PIB%
						BCC	BCM		
2011	3948621,8	4145516,8	-196895	-31821	-228716	267257	-38541	15,4	6,9
2012	5331527	4940888	390639	47854	438493	-304092	-134401	5,64	7,1
2013	5709849,7	5460203,6	249646,1	-54495,1	-104849	63212	41637	1,08	8,5
2014	6022222,9	6108168,2	-85945,3	33489,3	-52456	4644	47812	1,26	9,5
2015	5725725,9	5909134,3	-183408	-32739,6	-216148	194469	21679	1,6	6,9
2016	4962421,1	5393526,1	-431105	-47946	-479051	511006	-31955	25,04	2,4
2017	6602083,3	6595826,2	257,1	33208,7	39465,7	-50702	11236,3	46,82	3,7
2018	8861995,4	9002446,2	-140451	11190,2	-123261	230692,7	-107432	7,73	5,8
2019	7382100	7976900	-594800	-6900	-601700	489900	-112000	4,4	4,3
2020	7019900	8011700	-991800	-115049	-1106849	1062575	-44273,8	2,8	1,7
Total	61566447,1	63544309	-1977862	-163208	-2435071	2468962	-346239	111,77	56,8
Moyenne	6156644,71	6354430,9	-197786	-16320,8	-243507	246896,2	-34623,9	11,177	5,68

Source : Tableau élaboré par l'auteur à partir des rapports annuels de la BCC 2020.

Les opérations du cadre budgétaires au cours de cette période se sont clôturées par un solde déficitaire moyen de 197786 CDF en millions résultantes des recettes de 6156644,71 et 6354430,9 des dépenses en millions de CDF, soit un solde consolidé moyen de l'ordre de -243507 millions de CDF. Le financement de ces déficits était couvert quasi-totalement par les avances du système bancaire au Trésor Public, millions de CDF en moyenne dont 246896,2 provenant du financement de la BCC contre 34623,9 millions de CSDF en moyenne des Banques créatrices de monnaies. Le taux d'inflation moyen sur la période était de 11,17% expliquant une nette amélioration par rapport au taux moyen de la période précédente qui était établie à 26,73% ; Durant la même période sous examen, il est constaté une amélioration du taux de l'activité moyen qui s'est chiffré à 5,68% par rapport à la période précédente qui était de 4,83%.

1.2. Présentation des indicateurs de bien-être en RDC

En économie, le bien-être est défini comme la mesure du niveau de satisfaction et de prospérité d'une société. Il transcende la simple mesure de la richesse matérielle, s'étendant à l'évaluation globale du bien-être des individus et des sociétés. C'est-à-dire il n'est pas simplement une mesure de richesse, mais un indicateur fondamental du succès global et de l'équité au sein d'une société. Il intègre non seulement des dimensions subjectives telles que le bonheur individuel, mais également des indicateurs objectifs tels que l'accès à l'éducation, la stabilité économique, et la distribution équitable des ressources. Cette approche cherche à évaluer la qualité de vie au-delà des indicateurs traditionnels de croissance économique et offre une compréhension plus holistique des conditions de vie, mettant en évidence l'importance de l'étude du bien-être économique.

La présente section est consacrée à la présentation des indicateurs de bien-être en RDC. En effet, les indicateurs de bien-être sont des outils essentiels pour évaluer le niveau de vie et le bien-être des populations. Ils permettent de mesurer différents aspects de la qualité de vie des individus et des communautés. Ainsi, cette section recourt au carré magique de Nicholas KALDOR afin de présenter les indicateurs de bien-être en RDC tel que la croissance économique, la stabilité des prix, le plein emploi et la stabilité

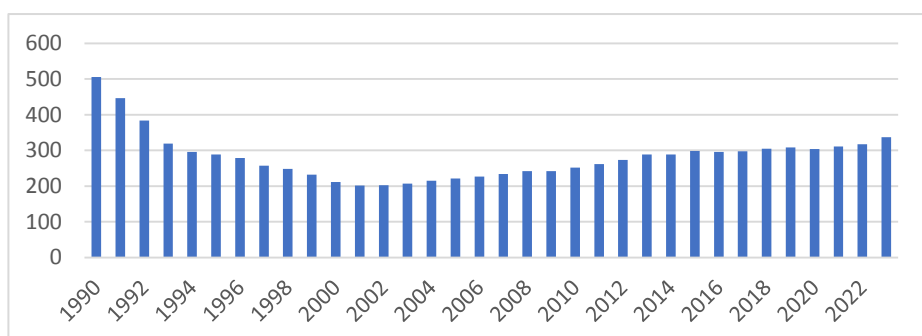
1.2.1. Croissance économique

La croissance économique désigne la variation positive de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut ou PIB. Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie.

Il est important de noter que la croissance économique ne tient pas compte des facteurs non strictement économiques qui peuvent influencer sur le bien-être de la population, tels que la qualité de l'environnement naturel et culturel, les relations sociales et les conditions du travail. Elle transforme la vie des populations dans la mesure où elle crée davantage de biens et de services. À long terme, la croissance a un impact important sur la démographie et le niveau de vie (à distinguer de la qualité de vie) des sociétés qui en sont le cadre.

En effet, une croissance économique soutenue peut entraîner une augmentation des revenus et des opportunités d'emploi, ce qui peut contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie. De plus, une économie en croissance peut permettre d'investir davantage dans des services publics tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, ce qui peut bénéficier à l'ensemble de la population. L'amélioration des infrastructures de santé, offre un meilleur accès aux soins de santé pour la population.

Graphique n°8 : Evolution du PIB par habitant 1990-2022



Source : Auteur, sur base des données des rapports annuels de la BCC

De 500\$ en 1990 à 300\$ en 2022, cette figure qui montre l'évolution du PIB/hab renseigne qu'une forte diminution du niveau de vie de la population congolaise. Cette descente s'explique à tous les maux qu'à connu l'économie congolaise durant la décennie 90, mais à partir de 2002 suite aux nombreux programmes mis en œuvre, le PIB/hab a connu de nouveau une augmentation bien que lente par rapport à sa chute.

La courbe est descendante, cela signifie que le niveau de production de la richesse par habitant était en baisse. C'est à partir de l'année 2008 qu'il est constaté un accroissement un peu significatif du niveau de production de richesse par habitant quand bien même, le niveau reste toujours faible.

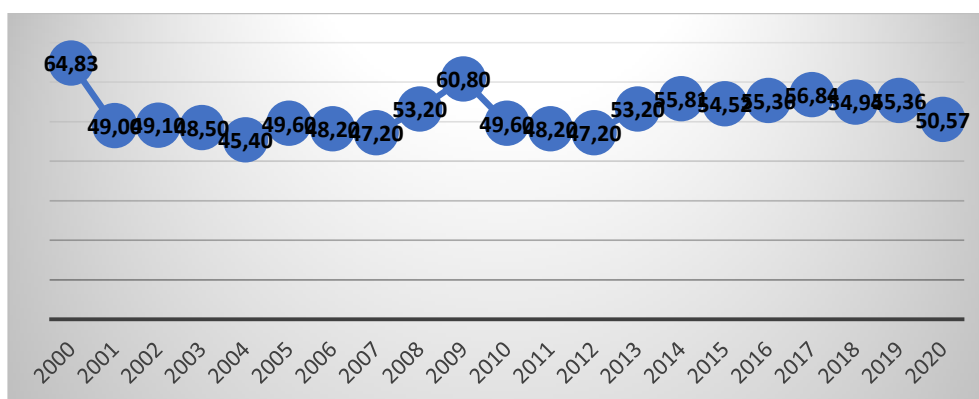
Entre 1990 et 2022, la moyenne du taux de la croissance économique est de 1,7% pendant que celle de la démographie s'élève à 3%.

1.2.2. Chômage-Emploi

L'un des objectifs des politiques économiques le plus poursuivi est la réduction du chômage. Un objectif qui souvent en contradiction avec le niveau générale de prix tel que présenter dans le carré magique de Nicholas Kaldor. En RDC, la grande partie de la population est composée des jeunes à la recherche d'opportunités d'emploi. Le secteur privé formel, en excluant les entreprises publiques récemment converties, n'engendre que 300 000 emplois, soit 1,2 % de la main d'œuvre. Le reste de la population est contraint de s'engager dans l'agriculture de subsistance ou dans le secteur informel. La situation ne s'est pas améliorée depuis 2006 (Johannes HERDERSCHEE, 2012).

Le chômage a un impact direct sur le niveau de vie des individus. En l'absence d'emploi comme constaté en RDC, les populations font face à des difficultés financières énormes, ce qui affecte leur bien-être car elles sont privées d'accéder à des biens et services essentiels, ainsi que leur capacité à subvenir à leurs besoins de base.

Graphique n°9 : Evolution du taux de chômage 2000-2020



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

Cette figure retrace le niveau de chômage en RDC entre 2000 et 2020. Il est constaté que le niveau de chômage en RDC oscille de 50%.

1.2.3. Stabilité générale des prix

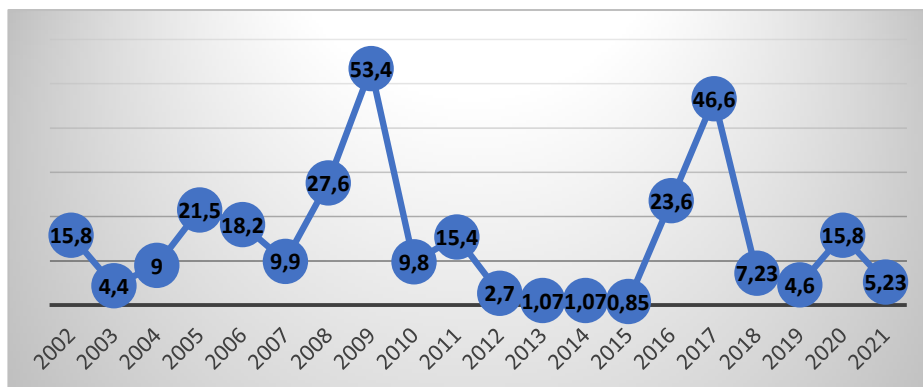
La stabilité des prix constitue l'objectif prioritaire de la plupart des Banques Centrales modernes. Cet objectif est le plus souvent, un principe de la législation nationale ou sous régionale qui oblige bon nombre des Banques Centrales à garantir la stabilité des prix c'est-à-dire, assurer que le taux de variation des prix soit faible et régulier.

La stabilité générale constitue un indicateur du bien-être de la population dans ce sens qu'elle contribue à maintenir le pouvoir d'achat des individus, ce qui a un impact direct sur leur qualité de vie. Lorsque les prix restent stables, les consommateurs peuvent planifier plus facilement leurs dépenses et maintenir un niveau de vie constant. Cela peut réduire l'anxiété financière et favoriser un sentiment de sécurité économique. Dans le cas contraire, lorsqu'il y a une inflation élevée, cela entraîne une diminution du pouvoir d'achat des ménages. Lorsque les prix augmentent rapidement, les consommateurs doivent dépenser davantage pour acheter les mêmes biens et services, ce qui réduit leur capacité à satisfaire leurs besoins et à épargner pour l'avenir.

En outre, la stabilité des prix peut également influencer la confiance des consommateurs et des entreprises dans l'économie. Lorsque les prix restent stables les consommateurs ont tendance à être plus confiants dans leurs perspectives financières, ce qui peut se traduire par une augmentation de la consommation et des investissements.

De même, les entreprises sont plus enclines à investir et à embaucher lorsque l'environnement économique est prévisible et stable, ce qui peut stimuler la croissance économique et l'emploi. Contrairement à une situation dans laquelle il est constaté une inflation élevée, qui conduit à une incertitude économique. Les entreprises deviennent réticentes à investir et à embaucher du personnel si elles anticipent des coûts croissants liés à l'inflation. Cela entraîne une stagnation économique et un chômage plus élevé, ce qui nuit au bien-être de la population.

Graphique n°10 : Evolution du taux d'inflation 2002-2021



Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

La situation observée sur ce graphique démontre à combien la politique monétaire menée par la Banque Centrale du Congo est très moins efficace. Pour la période sous étude, en moyenne, la réalisation en termes d'atteinte de la cible du taux d'inflation est toujours supérieure par rapport à celle-ci. Ce qui peut être interprété comme un manque d'efficacité de la politique monétaire menée par la BCC.

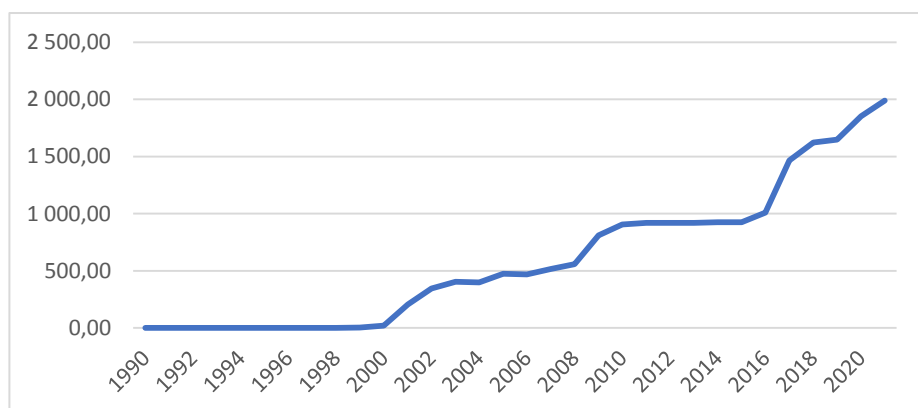
1.2.4. Balance des paiements

La balance des paiements peut servir d'indicateur du bien-être d'un pays pour plusieurs raisons. Tout d'abord, une balance des paiements positive, c'est-à-dire un excédent des exportations par rapport aux importations, indique une économie forte et compétitive. Cela constitue le signe d'une industrie nationale prospère, capable de produire des biens et services qui sont demandés à l'étranger.

Lors que la balance des paiements est négative, avec un déficit commercial important, elle est perçue comme un signe des problèmes économiques tels que la dépendance aux importations, une faible compétitivité des entreprises nationales ou une surconsommation. Cela peut entraîner une dépréciation de la monnaie nationale et une augmentation de l'inflation, ce qui finit par affecter négativement le niveau de vie des citoyens.

La balance des paiements peut également refléter les mouvements de capitaux internationaux, tels que les investissements directs étrangers ou les prêts internationaux. Ces flux de capitaux peuvent avoir un impact sur l'économie nationale en influençant les taux de change, les taux d'intérêt et la croissance économique.

Graphique n°11 : Evolution du taux de change de 1990-2020



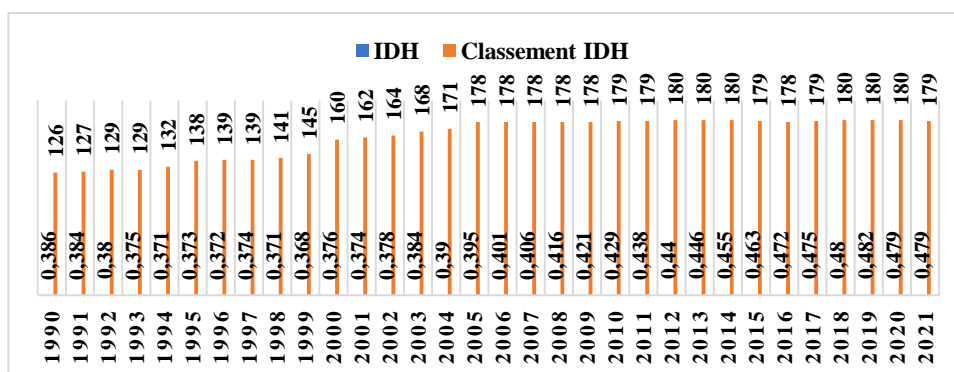
Source : Auteur, sur base de données des rapports annuels de la BCC

1.2.5. Indice de développement humain (IDH)

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indicateur composite créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour évaluer le bien-être des populations à travers le monde. Il prend en compte trois dimensions principales du développement humain : le niveau de vie (mesuré par le revenu par habitant), la santé (mesurée par l'espérance de vie à la naissance) et l'éducation (mesurée par la durée moyenne de scolarisation et le taux de scolarisation).

En République Démocratique du Congo, l'IDH a connu une évolution significative au cours des dernières décennies. En 1990, l'IDH de la RDC était de 0,277, classant le pays parmi les plus bas au monde. Cependant, grâce à des progrès dans les domaines de la santé et de l'éducation, l'IDH de la RDC a progressé pour atteindre 0,457 en 2019, ce qui représente une amélioration notable. Cette progression de l'IDH en RDC témoigne des efforts déployés dans le pays pour améliorer les conditions de vie de sa population. Cependant, malgré cette évolution positive, la RDC reste confrontée à de nombreux défis en matière de développement humain, notamment en termes de pauvreté, d'accès aux services de santé et d'éducation de qualité pour tous.

Graphique n°12 : Evolution de l'IDH en RDC et son classement mondial



Source : Auteur, sur base des différents rapports de la BCC

Sur ce graphique, de 1990 à 2005, l'IDH de la RDC était de moins de 0,400, plaçant le pays parmi les pays à faible développement humain. C'est à partir de l'année 2006 que l'IDH de la RDC a atteint un niveau de 0.401, montrant une légère amélioration mais restant toujours parmi les pays les moins développés.

Cette situation se lu pour toutes les autres années prises dans le cadre de cette étude. Où il est constaté que c'est à partir de cette année 2006 jusqu'à 2019, l'IDH de la RDC a connu une faible augmentation avant de baisser en 2020 et 2021.

En termes de classement mondial, la RDC se situe généralement parmi les derniers pays du classement en raison de son faible niveau de développement humain. Il est important de noter que malgré certaines améliorations au fil des années, la RDC reste confrontée à de nombreux défis en matière de développement économique, social et humain.

2. VERIFICATION EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE POLITIQUE ECONOMIQUE ET BIEN ETRE

Le deuxième point de cette étude se fixe comme objectif d'estimer les effets de court et de long terme des politiques économiques sur le bien-être de la population en RDC. Ainsi, pour y arriver, il est subdivisé en deux sections. La première présente la méthodologie d'analyse ou il sera question de présenter la technique de collecte des données et les variables et fait une analyse exploratoire des données de l'étude, et la deuxième section porte sur l'analyse économétrique et discute les résultats de l'étude.

2.1. Technique de collecte et de traitement des données

La méthodologie de traitement et de l'analyse des données économétriques, d'autant plus que les variables prises en compte sont quantifiables et la série est chronologique. Pour cela, le modèle Autorégressif à retards échelonnés (ARDL) a permis d'analyser les données. Dans la logique des estimations ARDL, le modèle à correction d'erreur permet de saisir les effets de court terme, tandis que les effets de long terme sont estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

Les données recueillies sont insérées, le logiciel les a traitées et a élaboré une estimation de l'équation du modèle ; Cela a permis de dégager successivement des approximations progressives testées et a permis de générer de cette équation un modèle le plus expressif de la signification des variables. Pour estimer le modèle, le point de départ est de procéder au test de la racine unitaire ou de stationnarité ce qui a permis de détecter la stationnarité des variables à travers le test de Philippe Perron (PP), avant de procéder l'estimation du modèle.

2.1.1. Présentation des variables de l'étude

Dans ce paragraphe, il est question de présenter les variables utilisées dans le travail. Il s'agit du (de) : indice de développement humain (**IDH**), taux de croissance de la masse monétaire (**CRMM**), les dépenses publiques (**DEP**), taux d'intérêt directeur (**TD**) et d'autre part, les variables de contrôle : taux d'inflation (**TINF**) et taux de change (**TCH**).

2.1.1.1. Variables d'intérêt

Il s'agit des variables qui intéressent le travail, il s'agit de :

- **Indice de développement (IDH)** : c'est un indicateur composite qui mesure le bien-être de la population. Il combine l'éducation, la santé et le niveau de vie. C'est une variable dépendante ;
- **Croissance de la masse monétaire (CRMM)** : c'est la variation en pourcentage de la masse monétaire d'une période à une autre. Pour une bonne régulation de l'économie, la Banque Centrale contrôle directement la base monétaire et indirectement la masse monétaire. Le contrôle de la masse monétaire est un indicateur du bien-être du moment où son excès engendre l'inflation et la diminution baisse également la croissance économique ;
- **Les dépenses publiques (DEP)** : c'est l'un des instruments de l'autorité publique, son augmentation conduit à la croissance économique par ricochet le bien être, et sa diminution conduit à la réduction du bien-être par l'augmentation des activités économiques ;

- **Le taux d'intérêt directeur (TD)** : Le taux directeur est un instrument de la politique monétaire qui permet de réguler la quantité réelle de monnaie en circulation. Son évolution dans le sens de l'augmentation traduit une politique monétaire restrictive, et son évolution dans le sens de la baisse traduit une politique monétaire expansive. Il est à noter que le taux de croissance de la masse monétaire, les dépenses publiques, le taux d'intérêt sont des variables exogènes du présent mémoire, qui expliquent la variable endogène. Elles sont appelées variables explicatives ou indépendantes.

2.1.1.2. Variables de contrôle

Mises à part les variables exogènes précitées, sur base de la théorie économique ainsi que des études antérieures, il est fait recours à certaines variables dites de contrôle. Ces variables permettent, non seulement d'améliorer la qualité des estimations en minimisant les erreurs, mais aussi et surtout d'approximer la réalité sur le phénomène étudié. Ces variables sont entre autres :

- ❖ **Le taux d'inflation** : c'est la variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation (IPC), il permet de quantifier la stabilité des prix ;
- ❖ **Le taux de change** : il désigne le rapport des monnaies les unes des autres. Il permet de déterminer la valeur d'une monnaie. L'appréciation de la monnaie conduit à la baisse de l'inflation, et la dépréciation de la monnaie congolaise conduit à l'augmentation de l'inflation.

La fluctuation de ses deux variables a des effets négatives sur le bien-être de la population car elles réduisent le pouvoir d'achat de la population par l'augmentation des prix des biens et services sur le marché.

2.1.2. Analyse exploratoire des données

Dans ce paragraphe, il est calculé quelques statistiques descriptives et ensuite présenté la matrice de corrélation des variables du modèle entre elles.

2.1.2.1. Statistiques descriptives

Le tableau ci-après présente quelques statistiques descriptives de différentes variables retenues.

Tableau n°5 : Statistiques descriptives des variables

	IDH	CRMM	DEP	TD	INF	TCH
Mean	0.391750	634.8669	35.72438	47.26719	731.3016	666.6712

Median	0.375500	51.15000	26.50000	22.00000	17.00000	495.3290
Maximum	0.495000	7743.140	81.16000	238.0000	9796.900	2016.910
Minimum	0.331000	10.50000	3.100000	2.000000	0.850000	5.19E-08
Std. Dev.	0.055930	1613.828	26.15493	56.31400	1998.507	647.0881
Jarque-Bera	3.147084	205.2443	3.343569	22.44642	248.5250	3.118524
Probability	0.207310	0.000000	0.187911	0.000013	0.000000	0.210291
Observations	32	32	32	32	32	32

Source : auteur, les calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

L'analyse de ce tableau révèle qu'au regard des différentes moyennes, l'IDH est de 0,39%, le plus élevé est de 0,49 et le minimum de 0,33. Les dépenses publiques représentent en moyenne 33% du PIB. Le taux le plus élevé est de 81,2% et le plus faible est de 3,1% du PIB.

Par contre, en analysant la dispersion, les variables masse monétaire, taux d'inflation ont une forte dispersion tandis que les variables l'IDH, le taux d'intérêt et le taux de change sont moins dispersées. La forte dispersion de la masse monétaire et du taux d'inflation est expliquée par le fait que les déficits publics de la période 1991 à 2001 ont été totalement couverts par les avances de la Banque Centrale au Trésor public, ce qui a causé l'accroissement énorme de la masse monétaire ; et en vertu de la théorie quantitative de la monnaie, la variation de la masse monétaire entraîne la variation proportionnelle et directe du niveau général des prix. Enfin, tenant compte de la probabilité associée à Jarque-Bera au seuil de 5%, les séries IDH, DEP et TCH sont normalement distribuées ; car leurs probabilités associées sont supérieures à 5%. Par contre les variables CRMM, INF et TD ne sont pas normalement distribuées car leurs probabilités sont inférieures à 0.05.

2.1.2.2. Analyse des corrélations

L'analyse de l'ampleur de la liaison linéaire entre les variables se fait à travers la matrice de corrélation. Elle consiste à chercher la dépendance entre les variables et à déterminer si cette dépendance est positive, négative ou s'il y a absence de dépendance. Pour la présente étude, la matrice de corrélation se présente comme suit :

Tableau n°6 : Test de corrélation des variables

	LIDH	LCRMM	LDEP	LTD	LINF	LTCH
LIDH	1.000000	-0.601629	0.761528	-0.675891	-0.611028	0.552185
LCRMM	-0.601629	1.000000	-0.371792	0.755584	0.948436	-0.866430
LDEP	0.761528	-0.371792	1.000000	-0.586261	-0.408091	0.275639
LTD	-0.675891	0.755584	-0.586261	1.000000	0.843989	-0.516660
LINF	-0.611028	0.948436	-0.408091	0.843989	1.000000	-0.826368
LTCH	0.552185	-0.866430	0.275639	-0.516660	-0.826368	1.000000

Source : auteur, les calculs sont faits à partir du logiciel EVIEWS 10.

Sans prétendre interpréter tous les coefficients de corrélation figurants dans cette matrice, l'analyse de la matrice de corrélation entre la variable dépendante et les différentes variables explicatives renseignent ce qui suit :

- Il existe une corrélation linéaire positive et statistiquement significative entre l'IDH et les DEP et le TCH. Cela s'explique par le fait que l'augmentation des dépenses publiques surtout dans les secteurs porteurs de croissance augmentent le niveau de vie de la population (IDH) et la stabilité du taux change améliore aussi le niveau de vie.
- Par ailleurs, le taux directeur est lié négativement significative au TD de la BCC, cela veut dire, plus le taux directeur baisse, les crédits augmentent, par ricochet la croissance économique diminue, le bien-être de la population (IDH) ;
- Le taux de la croissance de la masse monétaire et le taux d'inflation sont liés négativement et d'une manière non significative à l'IDH.

2.2. Analyse économétrique

L'objectif de ce point est d'estimer les effets de la politique économique sur le bien-être de la population. Pour y arriver, la procédure de la modélisation ARDL exige le respect des étapes suivantes :

1. Etude de la stationnarité des variables et identification du modèle ;
2. Modélisation ARDL
3. Estimation du modèle ARDL ;
4. Tests de robustesse ;
5. Test de Cointégration aux bornes ;
6. Estimation et interprétations des effets à CT et ceux de LT.

2.2.1. Etude de la stationnarité des séries

Ce point est destiné à la vérification de l'ordre d'intégration des variables à travers les tests de la racine unitaire. En effet, l'étude de la stationnarité est une notion très importante dans l'analyse des séries temporelles, elle exempte, non seulement des régressions fallacieuses, mais aussi, d'une statistique de Durbin Watson (DW) qui s'écarte faiblement de 2, témoignant ainsi d'une présence d'autocorrélation des erreurs. De ce fait, cette étude permet de capter la vraie relation entre les variables. Les résultats des tests sont résumés dans le tableau ci-dessus.

Tableau n°7 : Résultats des tests de stationnarité des séries

VARIABLES	Test PP à niveau	Test PP en différence 1ère	DECISION
	Probabilité à 5%	Probabilité à 5%	
IDH	0.0000	-	I(0)
CRMM	0.0353	0.0000	I(1)
DP	0.7577	0.0000	I(1)
TD	0.0421	0.0000	I(0)
INF	0.0485	-	I(0)
TCH	0.9996	0.0000	I(1)

Source : auteur, les calculs à partir du logiciel *EVIEWS 10*.

Pour vérifier la stationnarité des séries, étape indispensable (condition) à l'étude des séries temporelles, l'étude recourt au test de Philippe-Perron (PP). Ainsi, il ressort des résultats du test que :

- Les variables Indice de développement (IDH) et le taux d'inflation (INF) sont stationnaires à niveau ;
- Les autres variables, CRMM, DEP, TD, INF et TCH sont stationnaires en différence première, parfois avec tendance (trend) et constante (intercept) ou sans tendance ni constante.

Les séries étant intégrées à des ordres différents, le test de Cointégration de Engel et Granger (cas bivarié) et celui de Johansen (cas multivarié) deviennent inefficaces dans l'appréhension de l'existence d'une relation de long terme, ce qui rend opportun le test de cointégration aux bornes proposé par Pesaran et al.

Au regard de la structure des données qui sont intégrées d'ordre différent (0) et (1) ainsi que les hypothèses cherchant à identifier l'impact des politiques économiques sur le bien-être, le modèle le mieux adapté est le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL).

2.2.2. Modélisation ARDL

Dans ce paragraphe, il est d'abord présenté les notions générales sur la modélisation ARDL, en suite, il fait mention de la forme fonctionnelle du modèle retenu.

Les effets des politiques économiques sur le bien-être de la population en RDC sont saisis à travers l'estimation d'un Modèle Autorégressif à Retards Distribués, en abrégé ARDL (Auto Regressive Distributed Lag model). Cette spécification fait partie de la grande famille des modèles dynamiques, et permet de capter les effets temporels d'une ou des variable(s) dans l'explication d'une autre. Dans cette optique, le test de causalité au sens de Toda et Yamamoto basé sur un Vecteur Auto Régressif (VAR) standard est le mieux adapté. Pour

faire simple, il fait recours au travail de KIBALA (2018) pour présenter la forme fonctionnelle du modèle ARDL.

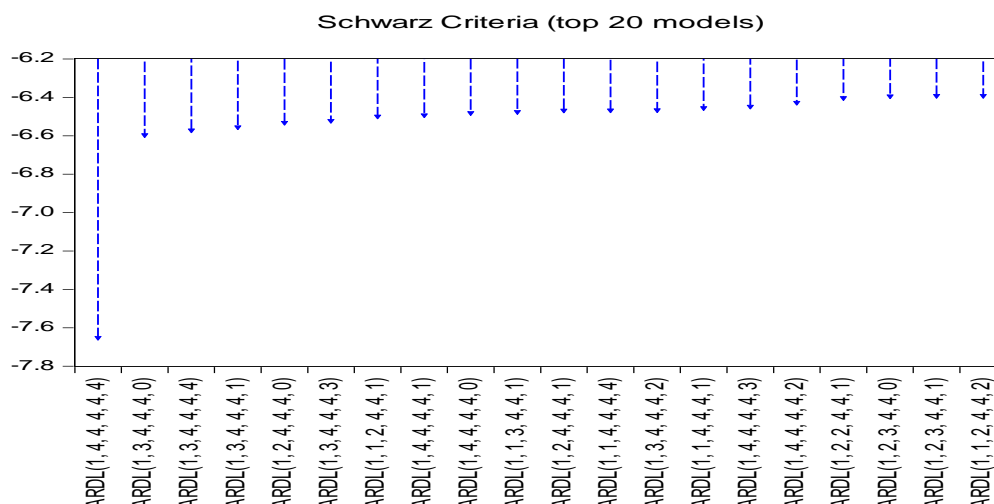
Dans le contexte de cette étude, l'analyse des effets de la politique économique sur le bien-être de la population font l'objet des estimations. Ce qui renvoie à spécifier le modèle. Par ailleurs, dans le souci d'améliorer la qualité des résultats, quelques variables de contrôle sont ajoutées dans le modèle comme indiqué dans la présentation des variables. Ces variables sont choisies sur base des études empiriques mettant en relation les politiques économiques (politique monétaire et budgétaire) et le bien-être. De ce fait, le modèle ARDL à estimer à la forme fonctionnelle linéaire suivante :

$$\mathbf{IDH} = \mathbf{f}(\mathbf{CRMM}, \mathbf{DP}, \mathbf{TD}, \mathbf{INF}, \mathbf{TCH}) \quad (4)$$

Décalage optimal et Estimation du modèle ARDL

Tableau n°8 : Estimation du modèle ARDL

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LIDH(-1)	1.051563	0.014144	74.34670	0.0086
LCRMM	-0.007068	0.001600	-4.418310	0.1417
LCRMM(-1)	-0.016821	0.001483	-11.34407	0.0560
LCRMM(-2)	0.002095	0.001566	1.337573	0.4087
LCRMM(-3)	0.007174	0.002025	3.543468	0.1751
LCRMM(-4)	0.019142	0.002375	8.058839	0.0786
LDP	-0.025102	0.003616	-6.942882	0.0911
LDP(-1)	0.001229	0.002719	0.452032	0.7297
LDP(-2)	0.021659	0.002043	10.60157	0.0599
LDP(-3)	-0.006915	0.001631	-4.239331	0.1475
LDP(-4)	0.014620	0.001197	12.21792	0.0520
LTD	0.017524	0.001848	9.481156	0.0669
LTD(-1)	-0.001540	0.001290	-1.193653	0.4439
LTD(-2)	-0.016199	0.002179	-7.435705	0.0851
LTD(-3)	-0.011721	0.001117	-10.49180	0.0605
LTD(-4)	0.013445	0.001026	13.10445	0.0485
LINF	-0.004012	0.001120	-3.580682	0.1734
LINF(-1)	0.004313	0.001489	2.897016	0.2116
LINF(-2)	0.010711	0.001862	5.752738	0.1096
LINF(-3)	0.016245	0.001111	14.62447	0.0435
LINF(-4)	-0.011775	0.000865	-13.61082	0.0467
LTCH	-0.041048	0.004580	-8.962937	0.0707
LTCH(-1)	0.029904	0.003780	7.911798	0.0800
LTCH(-2)	-0.008738	0.001922	-4.545804	0.1378
LTCH(-3)	-0.008493	0.001779	-4.774289	0.1314
LTCH(-4)	0.023596	0.002686	8.783534	0.0722
C	0.041013	0.026109	1.570834	0.3609
R-squared	0.999942	Mean dependent var		-0.930180
Adjusted				
R-squared	0.998434	S.D. dependent var		0.141359
S.E. of				
regression	0.005593	Akaike info criterion		-8.938200
Sum squared				
resid	3.13E-05	Schwarz criterion		-7.653574
		Hannan-Quinn		
Log likelihood	152.1348	criter.		-8.545477
F-statistic	663.2936	Durbin-Watson stat		3.441737
Prob(F-				
statistic)	0.030676			



Le modèle ARDL (1, 4, 4, 4, 4) est le plus optimal parmi les 19 autres présentés, car il offre la plus petite valeur de AIC. L'ajustement du modèle ARDL ainsi estimé s'avère être de très bonne qualité avec un coefficient de détermination ajusté de 99%, le pouvoir explicatif de ce modèle est suffisamment grand pour déceler les effets des politiques économiques sur le bien-être de la population de la RDC. Également, la statistique de Durbin-Watson est de **3.441737**; ce qui implique l'absence d'autocorrélation des erreurs. Cette hypothèse sera rigoureusement testée au niveau de l'analyse de robustesse du modèle.

2.2.3. Tests de diagnostic

Le modèle ainsi estimé ne peut être interprété sans tester sa validité inférentielle.

C'est la raison d'être de ce paragraphe qui consiste à vérifier la robustesse statistique des résultats obtenus. Pour valider les résultats, il est testé l'autocorrélation, l'homoscédasticité, la normalité des erreurs, la spécification ainsi que la stabilité du modèle.

Tableau n°9 : Analyse de la validité du modèle ARDL

HYPOTHESE DU TEST	TYPES DE TESTS	PROBABILITES
Autocorrélation	Residual Serial Correlation LM Tests	0.1019
Hétéroscédasticité	BPG	0.5043
Normalité	Jarque-Bera	0.3887
Spécification	Ramsey RESET Test	0.0023

Source : auteur, les calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

Le test Residual Serial Correlation LM conduit à l'acceptation de l' H_0 , étant donné la probabilité du test est largement supérieure au seuil de 5%, confirmant ainsi l'absence d'autocorrélation des erreurs. Cependant, le test de BPG ramène à l'acceptation de H_0 , celle de constance de la variance des erreurs. Au regard de la probabilité du test de Jarque-Bera qui est supérieure au seuil de 5%, l'hypothèse de normalité des erreurs est vérifiée. Enfin, le test de Ramsey approuve la bonté de la spécification du modèle.

2.2.4. Test de cointégration aux bornes

Ce test facilite la vérification d'une existence de la relation de Cointégration entre les séries sous-étude, c'est-à-dire, il permet de vérifier si les variables étudiées entretiennent des relations de long terme. La statistique du test est celle de Fisher, elle est comparée aux valeurs critiques, qui forment des bornes (inférieures et supérieures) ;

- ❖ Si Fisher > borne supérieure : Cointégration existe ;
- ❖ Si Fisher < borne inférieure : Cointégration n'existe pas ;
- ❖ Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion.

Tableau n°10 : Test de cointégration aux bornes

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
			Asymptotic: n=1000	
F-statistic	9.523319	10%	2.2	3.09
K	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37

Le résultat ci haut sur le test des effets à long terme confirment une relation de cointégration entre les séries sous-étude pour le modèle ARDL estimé. En effet, les valeurs F-statistique sont supérieures à celles des bornes supérieures respectives. Ainsi, l'existence de la relation de LT crédibilise la possibilité d'estimer et d'interpréter les effets de long terme des politiques économiques sur le bien-être de la population.

2.2.5. Estimation des effets de CT et de LT et interprétation

Dans la logique des estimations ARDL, le modèle à correction d'erreur permet de saisir les effets de court terme, tandis que les effets de long terme sont estimés par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

Dans ce tableau, il est question de présenter les effets de court et de long terme de la politique économique sur la croissance économique.

Tableau n°11 : Effets des politiques économiques sur le bien-être de la population

Effet de court terme				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOGIDH(-1))	-0.704537	0.158673	-4.440185	0.0030
D(LOGIDH(-2))	-0.219753	0.107641	-2.041534	0.0805
D(LOGIDH(-3))	-0.655421	0.132364	-4.951665	0.0017
D(DLOGCRMM)	-0.004108	0.001631	-2.519709	0.0398
D(DLOGCRMM(-1))	-0.008287	0.002328	-3.560197	0.0092
D(DLOGCRMM(-2))	-0.005546	0.001770	-3.132683	0.0165
D(DLOGDP)	0.000265	0.002694	0.098482	0.9243
D(DLOGDP(-1))	0.006202	0.002609	2.377323	0.0491
D(DLOGDP(-2))	0.010568	0.002128	4.965191	0.0016
D(DLOGDP(-3))	0.011588	0.002170	5.340287	0.0011
D(DLOGTCH)	-0.014880	0.005403	-2.753832	0.0283
D(DLOGTCH(-1))	0.004133	0.002104	1.964831	0.0902
D(DLOGTCH(-2))	0.006804	0.002064	3.296561	0.0132
D(DLOGTCH(-3))	0.012041	0.002234	5.388975	0.0010
CointEq(-1)*	-0.043497	0.004395	-9.897178	0.0000

Effet à long terme				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLOGCRMM	-0.109821	0.540085	-0.203341	0.8447
DLOGDP	-0.526087	0.537903	-0.978033	0.3606
DLOGTCH	-1.276421	1.108558	-1.151424	0.2874
LOGTD	0.105305	0.165808	0.635102	0.5456
C	0.222051	0.720333	0.308262	0.7669

Source : auteur, les calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

En s'intéressant à la dynamique de l'IDH à court terme ainsi qu'aux coefficients clés de l'étude, il sied de noter que la force de rappel est négative et statistiquement significative (comprise entre -1 et 2), ceci garantit, non seulement, un mécanisme de correction d'erreur mais indique aussi que la croissance s'ajuste à une vitesse de -0.043497% par rapport à son niveau d'équilibre suite à tout choc provenant des variables exogènes.

Cependant, la lecture du tableau ci-haut suggère qu'à court terme le niveau de l'IDH enregistré au cours de la période précédente impacte négativement l'IDH de la période courante. En d'autres termes, une variation de l'IDH décalé d'une période de 1% ralentit l'IDH de -0.704537% et décalé de 3 période ralentit l'IDH de -0.655421 au seuil de 5%.

Il en est de même avec le taux de la croissance de la masse monétaire dont une variation de 1% réduit l'IDH de -0.004108 à la période courante, réduit l'IDH -0.008287 à la première période décalée et de -0.005546% à la deuxième période décalée au seuil de 5%. Cela montre que la quantité de la masse monétaire en circulation au sein de l'économie congolaise n'a pas permis de booster la croissance économique mais s'est soldé par l'inflation. Et l'inflation réduit le pouvoir d'achat de la population, d'où le bien-être de la population.

La variation des dépenses publiques décalées d'une période de 1% augmente l'IDH de 0.006202 %, de 0.010568% pour la 2^e période et de 0.011588% à la 3^e période. En d'autres termes, la politique budgétaire captée par les dépenses publiques présente un impact positif significatif mais trop faible. Cette situation montre que les dépenses publiques sont orientées dans les secteurs porteurs de croissance et ont permis d'améliorer le bien-être de la population.

Le taux de change exerce les effets positifs sur l'IDH. Lorsque le taux de change varie de 1%, l'IDH augmente de 0.006804% à la première période décalée et de 0.012041% à la deuxième période décalée.

A long terme, aucune variable n'a des effets sur l'IDH. En d'autres termes, la politique budgétaire et la politique monétaire n'ont aucun effet sur le bien-être de la population à long terme.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cet article qui a porté sur « la politique économique et le bien-être social en RDC », l'objectif principal était d'abord d'évaluer l'impact des politiques économiques sur le bien-être de la population en République Démocratique du Congo (RDC), afin de relever les mécanismes à mettre en place par les autorités pour améliorer les politiques économiques permettant d'améliorer le bien-être social.

Cela étant, la problématique a tourné au tour des questions de recherche suivantes :

- Les politiques économiques mises en place en RDC permettent-elles d'améliorer le bien-être de la population ?

- Comment les politiques économiques peuvent-elles améliorer le bien-être de la population en RDC ?

Dans le but de vérifier les hypothèses, recours a été fait aux méthodes hypothético-déductive et historique, appuyées par les techniques documentaire, statistique et économétrique.

Après analyse des données empiriques, l'étude a abouti aux résultats ci-après : A court terme, le niveau de l'Indice de Développement Humain (IDH) enregistré lors de la période précédente a un impact négatif sur l'IDH de la période courante.

De même, en ce qui concerne le taux de croissance de la masse monétaire, une variation de 1% entraîne une réduction de l'IDH de 0.004108% pour la période courante, de 0.008287% pour la première période décalée et de -0.005546% pour la deuxième période décalée, avec un seuil de 5%.

En revanche, une augmentation des dépenses publiques décalées d'une période de 1% entraîne une augmentation de l'IDH de 0.006202% pour la période courante, de 0.010568% pour la deuxième période et de 0.011588% pour la troisième période. En d'autres termes, bien que la politique budgétaire ait un impact positif significatif, il reste relativement faible.

Quant au taux de change, il exerce des effets positifs sur l'IDH. Une variation de 1% entraîne une augmentation de l'IDH de 0.006804% pour la première période décalée et de 0.012041% pour la deuxième période décalée.

À long terme, aucune variable n'a d'effet sur l'IDH. C'est-à-dire, les deux politiques, budgétaire et monétaire n'ont pas d'effet à long terme sur le bien-être de la population.

Ainsi, le bien-être social étant une question complexe qui nécessite une approche à la fois à court et à long terme, en étudiant la politique monétaire, représentée par le taux directeur, et la politique budgétaire, représentée par les dépenses publiques, bien que les deux étant des politiques conjoncturelles, l'étude a conclu que le taux directeur de la politique monétaire n'a aucun effet sur le bien-être de la population, tandis que le taux de croissance économique a un effet presque nul sur ce dernier. En ce qui concerne la politique budgétaire, l'étude a montré un effet légèrement positif, donc très faible sur le bien-être de la population.

Au regard de ce résultat, l'étude suggère et recommande ce qui suit aux autorités :

- Renforcer les investissements dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures pour stimuler le développement à long terme et améliorer le bien-être de la population.

- Veiller à ce que les dépenses publiques soient efficacement allouées et contrôlées pour maximiser leur impact sur l'Indice de développement humain (IDH).
- Adopter des mécanismes de politique monétaire favorables à la croissance économique et à la stabilité financière afin de soutenir le bien-être de la population à court terme.
- Mettre en place des mesures pour contrôler l'inflation et assurer la stabilité du taux de change, qui semble avoir un effet positif sur l'IDH.
- Élaborer des stratégies de développement économique durable qui prennent en compte les effets à long terme sur le bien-être de la population.
- Investir dans des programmes sociaux et des politiques publiques qui visent à réduire les inégalités, améliorer l'accès aux services de base et promouvoir un développement équilibré sur le long terme.
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation efficace pour mesurer l'impact des politiques économiques et sociales sur l'IDH et ajuster les stratégies en conséquence.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS OFFICIELS

1. BCC, Condensées et bulletins d'informations statistiques, 2013 - 2020.
2. BCC, Rapports Annuels de la de 1990-2022.
3. BCC, Rapport sur la politique monétaire en 2019.
4. BCC, Rapport de la balance des paiements et de la position extérieure globale 2019.
5. RDC., Bilan de la politique budgétaire en 2020, ministère des finances, janvier 2021.

II. OUVRAGES

1. Aminata HAÏDARA, M. Toussaint Bléhoué, DAMOH M. Demba DIA, Monnaie et politique monétaire, précis du cofeb n°1, BCEAO, 2012, Payot, Paris, 1942.
2. GRAWITZ, Méthode de recherche en sciences sociales, 4^{éd} Dalloz, Paris, 1979.
3. Kabuya kalala et Matata Ponyo, L'espace monétaire kasaien : crise de légitimité et de souveraineté monétaire en période d'hyperinflation au Congo (1993-1997), Ed L'Harmattan, Paris, 1999.

4. Milton Friedman, Capitalisme et liberté, Edition ALISIO, Chicago USA, 1962,

III. ARTICLES ET REVUES

1. Gérard-R. Pelletier, Théorie du bien-être et politique économique, Volume 54, numéro 1, janvier–mars, Montréal, 1978.
2. Gérard Cornilleau, Croissance économique et bien-être, revue de l'OFCE, n°96, Paris, janvier, 2006.
3. Keynes, théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, traduit de l'anglais par Jean de Largentaye.
4. Kibala Kumu J., « Modélisation ARDL, test de cointégration aux bornes et approches de Toda-Yamamoto : éléments de théories et pratiques sur logiciels », hal id : cel-01766214, version 1, 2018.
5. Mohamat A. at. Al., Politique budgétaire et inflation en Afrique Subsaharienne, in global journal of management and business research, vol n°20, 2020.
6. Malingumu, Kongolo, Maneka, Policy mix et croissance économique en RDC: evidence empirique basée sur le modele ARDL, in Cadhdd, Kinshasa, n°81, Vol 01, 2024.
7. Ngonga Nzinga V., " Bilan du programme Intérimaire Renforcé et Évaluation à mi-parcours du Programme Economique du gouvernement " in Notes de conjoncture, Nouvelle série, vol1, n°1, Octobre 2003, p14.
8. Ngonga Nzinga V., La stabilité du niveau général des prix n'est pas à confondre avec la stabilité des prix, journal A LA UNE, n° 4739, Kinshasa, 2009.

IV. THESES ET MEMOIRES

1. BOGOLE BOLIMA, L'utilisation des instruments de la politique économique pour la réduction du niveau de chômage en RDC, mémoire, FASEG, UNIKIN, 2011.
2. MAFUTA ILUNGA Jérémie, Croissance économique et Bien-être de la population congolaise de 1980 à 2012, Mémoire, FASEG, UNIKIN, 2013.
3. MATATA PONYO, Qualité d'ajustement budgétaire et croissance économique : Le cas de la République Démocratique du Congo de 1974 à 2015, Thèse soutenue à l'UPC/février 2018.
4. Samuel CARON, les indicateurs de bien-être : concepts, mesures et enjeux éthiques, mémoire présenté comme exigence partielle de la

maitrise en philosophie, Université du Québec, Montréal, Avril, 2009.

V. NOTES DES COURS

1. MUKUNDI NYEMBO, Politique économique, Notes de Cours, deuxième licence, FASEG, UNIKIN, 2023.
2. KALONDA KANYAMA I, « Econométrie approfondie », Notes Cours, deuxième année de licence, Economie Mathématiques, FASEG, Unikin, 2021-2022.
3. NGONGA Vincent, Questions spéciales des théories et politiques monétaires, Deuxième licence, FASEG, UNIKIN, 2023.

VI. AUTRES PUBLICATIONS

1. <https://www.banquemonde.org/fr/country/drc/>; visité le 26 Septembre 2023.
2. [IPC_DRC_Food_Security_Nutrition_22Jun23Jul_French.pdf](#)